

# PRESTATIONS FAMILIALES

## INTRODUCTION

Les prestations familiales, qui au début étaient considérées comme un sursalaire, ont connu une évolution impressionnante depuis la première loi de 1947. Elles passaient par l'idée de les considérer comme moyen de redistribution dans l'intérêt de l'enfant, jusqu'aux dernières mesures prises en la matière qui visent à permettre réellement aux parents de choisir librement d'éduquer leurs enfants à la maison ou de les confier à des structures d'accueil en diminuant les contraintes financières pouvant résulter de ce choix.

La population protégée pour les prestations familiales se constitue des enfants, et donc aussi des parents ou tuteurs légaux des enfants. Les bénéficiaires sont les enfants, sauf pour les allocations de naissance et de maternité (future mère) et le congé parental. La situation actuelle de la population protégée est présentée dans le chapitre sur la protection sociale.

## LES OBJECTIFS DES PRESTATIONS FAMILIALES

Les prestations familiales ont pour objet de compenser partiellement les charges familiales supplémentaires dues à la présence d'enfants dans le ménage.

Le congé parental permet aux parents d'interrompre leur activité professionnelle pour élever leur enfant pendant un certain temps et leur garantit une indemnisation pour ce temps et le retour à leur emploi à la fin du congé.

## LES PRESTATIONS POUR LES FAMILLES ET LES ENFANTS

Il existe deux types de prestations pour les familles et les enfants : les prestations en espèces et les prestations en nature. Les prestations en espèces actuelles sont les suivantes :

- les allocations familiales, composées par les allocations familiales de base, les majorations d'âge et l'allocation spéciale supplémentaire en faveur des enfants handicapés,
- l'allocation de rentrée scolaire,
- l'allocation d'éducation (abolie au 1<sup>er</sup> juin 2015),
- l'indemnité pour le congé parental,
- le boni pour enfants,
- les allocations de maternité (abolies au 1<sup>er</sup> juin 2015),
- les allocations de naissance, comprenant l'allocation prénatale, l'allocation de naissance proprement dite et l'allocation postnatale.

Les chèques-service accueil constituent des prestations familiales en nature et ont été introduits en 2009 en vue de réaliser à long terme la gratuité des services de garde d'enfants.

## L'ORGANISATION DES PRESTATIONS FAMILIALES

La Caisse nationale des prestations familiales (CNPF), créée en 1985, a pour mission de s'occuper de la gestion et du paiement des prestations familiales en espèces.

Les prestations en nature sont gérées par le Ministère de la Famille et de l'Intégration et les administrations communales.

La suite de ce chapitre analysera exclusivement les prestations familiales en espèces gérées par la CNPF.

## LE FINANCEMENT DES PRESTATIONS FAMILIALES

Le système de financement actuel de la CNPF a été introduit en 1986, et modifié par-après. Les allocations familiales (allocations familiales de base, majorations d'âge et allocation spéciale supplémentaire) sont en principe financées à moitié par des cotisations patronales et à moitié par une contribution de l'Etat. Les cotisations à charge de l'employeur sont calculées à partir d'un taux de 1,7% sur la masse salariale. Cependant, depuis 1994, l'Etat prend en charge les cotisations dues pour les salariés du secteur privé, et depuis 1995, aussi celles dues pour les non-salariés agriculteurs et viticulteurs. Depuis 1999, la charge des cotisations dues par tous les non-salariés est intégralement transférée à l'Etat. L'Etat est ainsi le seul employeur qui paye encore des cotisations proprement dites (pour les salariés du secteur public).

Les prestations uniques (allocations de maternité et prestations de naissance), l'allocation de rentrée scolaire (depuis 1992), l'allocation d'éducation (depuis 1993), le boni pour enfant et les frais d'administration sont entièrement à charge du budget de l'Etat. L'indemnité pour le congé parental est prise en charge en partie par le budget de l'Etat et en partie par le Fonds pour l'emploi.

Depuis 1995, un fonds de roulement est mis à disposition de la CNPF par l'Etat. De plus, à partir de l'exercice 1996, l'Etat prend à charge l'excédent des dépenses sur les recettes. En même temps, la limite supérieure de la réserve est ramenée à 15% du montant annuel des allocations familiales de l'année concernée.

En résumé, par la prise en charge de l'excédent des dépenses sur les recettes, en plus de sa participation quasiment exclusive aux recettes courantes (au niveau des cotisations, des prestations et des frais d'administration), l'Etat couvre près de 100% des dépenses de la CNPF.

## LA RÉFORME DES PRESTATIONS FAMILIALES

A partir du 1<sup>er</sup> août 2016, une majeure réforme des prestations familiales entre en vigueur. Elle prévoit un montant unique pour les allocations familiales, à savoir 265 EUR/mois pour chaque enfant, sans tenir compte de sa fratrie éventuelle. Le boni pour enfants est aboli. De plus, les montants pour les majorations d'âge, l'allocation spéciale supplémentaire et les allocations de rentrée scolaire sont revus à la hausse. Finalement, les allocations familiales sont renommées en allocations pour l'avenir des enfants et la CNPF est renommée en Caisse pour l'avenir des enfants (CAE).

### 1. LES PRESTATIONS

Le nombre de bénéficiaires des prestations familiales en espèces, donc le nombre d'enfants et le nombre de naissances, est déterminatif pour leur coût financier. L'indicateur conjoncturel de fécondité et le taux de natalité permettent de prévoir l'évolution du nombre d'enfants. Pour 2015, l'indicateur conjoncturel de fécondité a atteint 1,47 contre 1,50 en 2014, et le taux de natalité est descendu à 10,74 contre 10,91 en 2014 (Source : STATEC, 2015).

Les enfants sont bénéficiaires des allocations familiales de base, des majorations d'âge, de l'allocation spéciale supplémentaire, des allocations de rentrée scolaire et du boni pour enfant. Les (futurs) mères sont les bénéficiaires des allocations de maternité (jusqu'au 1<sup>er</sup> juin 2015) et des prestations de naissances (regroupant allocations prénatales, allocations de naissance et allocations postnatales). Finalement, les parents peuvent bénéficier d'une indemnité pour congé parental ou de l'allocation d'éducation (jusqu'au 1<sup>er</sup> juin 2015), sous certaines conditions.

## Encadré méthodologique

Pour le graphique qui suit, les données proviennent des bases de données de la CNPF stockées auprès du Centre commun de la sécurité sociale. L'extraction des données a été effectuée par l'IGSS. Le tableau sur le nombre de prestations est alimenté par les chiffres publiés par la CNPF dans leur décompte annuel, de même que les tableaux sur la situation financière.

## 1.1. LES ALLOCATIONS FAMILIALES

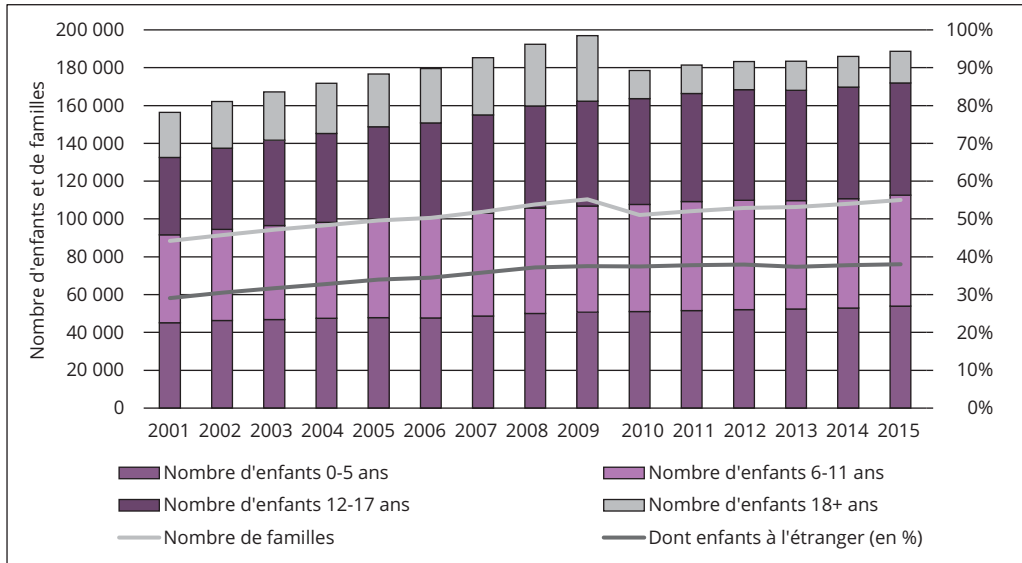
Les allocations familiales se composent des allocations familiales de base, des majorations d'âge et de l'allocation spéciale supplémentaire. Les enfants bénéficiaires des majorations d'âge ou de l'allocation spéciale supplémentaire sont d'office bénéficiaire des allocations familiales de base.

### 1.1.1. Les allocations familiales de base

Les allocations familiales de base sont allouées à tous les enfants résidents, ainsi que, par le biais d'allocations différentielles, aux enfants des travailleurs frontaliers non-résidents. De 2001 à 2009, le nombre total d'enfants bénéficiaires est en augmentation constante, de 156 320 enfants en 2001 à 197 020 enfants en 2009. De même, le pourcentage d'enfants bénéficiaires non-résidents augmente de 29% en 2001 à 38% en 2009.

Suite à l'introduction de la loi du 26 juillet 2010, qui fixe l'âge limite des allocations familiales à 18 ans, sauf pour les élèves de l'enseignement secondaire et secondaire technique, le nombre de bénéficiaires âgés de 18 ans et plus diminue fortement. Il passe de 34 749 bénéficiaires en 2009 à 14 777 bénéficiaires en 2010, et provoque une rupture de série dans les statistiques ci-après. Entre 2011 et 2015, le nombre total de bénéficiaires augmente de nouveau. En décembre 2015, la CNPF a payé des allocations familiales (paiements courants) pour 188 600 enfants issus de 110 022 familles, ce qui équivaut à un accroissement du nombre des enfants de 2 720 unités (1,4%) et du nombre des familles de 1 928 unités (1,8%) par rapport à 2014.

**Graphique 1: Evolution du nombre d'enfants bénéficiaires par groupe d'âge et des familles attributaires (au 31 décembre de chaque exercice)**



La taille des groupes familiaux, qui atteint en moyenne 1,77 enfants bénéficiaires par famille en 2001, a légèrement augmenté jusqu'en 2009 pour arriver à 1,79 enfants. Depuis, elle a chuté en 2010 suite à l'introduction de la loi du 26 juillet 2010, pour arriver à 1,71 enfants bénéficiaires par famille en 2015.

Depuis 2001, le nombre d'enfants non-résidents, bénéficiaires d'allocations différentielles, a augmenté de 37% et le nombre d'enfants résidents de 5%. Le nombre des enfants non-résidents s'est accru de 1 612 unités (+2,2%) entre 2014 et 2015, pour atteindre 71 800 enfants au 31 décembre 2015. Par rapport à 2014, le nombre d'enfants bénéficiaires résidant au Luxembourg a augmenté de 1 108 unités (+0,9%) pour atteindre 116 800 unités en 2015.

A noter que les statistiques ne tiennent pas compte de tous les bénéficiaires d'allocations différentielles résidant à l'étranger. En effet, ces allocations sont dues en vertu de la réglementation communautaire dans le cas où l'enfant d'un frontalier travaillant au Grand-Duché a droit aux allocations familiales dans le pays d'origine au titre d'une activité professionnelle. Le Luxembourg paie dans ces cas la différence entre le montant luxembourgeois et le montant étranger, si ce dernier est moins élevé.

### 1.1.2. Les majorations d'âge

Chaque enfant bénéficiaire des allocations familiales de base a droit à une majoration d'âge dès qu'il atteint l'âge d'entrée dans le cycle 2 de l'école fondamentale (début de l'ancienne école primaire), soit 6 ans. Le montant de majoration d'âge augmente quand l'enfant atteint l'âge d'entrée dans l'enseignement secondaire, soit 12 ans. Le but de cette prestation, introduite progressivement en 1976 et 1977, est d'adapter les allocations familiales versées aux familles aux dépenses croissantes avec l'âge des enfants. En tout, 134 651 enfants ont bénéficié d'une majoration d'âge en 2015, dont 75 962 (56%) sont âgés de 12 ans et plus.

### **1.1.3. L'allocation spéciale supplémentaire**

L'allocation spéciale supplémentaire a été introduite en 1985 afin de pallier les dépenses supplémentaires occasionnées aux familles ayant un enfant handicapé à charge. La mise en vigueur au 1<sup>er</sup> juin 2004 de la loi du 12 septembre 2003 relative aux personnes handicapées a modifié la loi du 19 juin 1985 concernant les allocations familiales et a eu pour effet une diminution du nombre de bénéficiaires de l'allocation spéciale supplémentaire pour enfants handicapés. Ainsi tous les paiements aux enfants bénéficiaires non-résidents, touchant une prestation ou un revenu en rapport avec leur handicap ont été supprimés, neutralisant ainsi la progression des années 2004 et 2005 de la prestation évoquée. A partir de 2006, cette prestation retrouve ainsi son rythme de progression normal. En 2015, le nombre de bénéficiaires de cette allocation s'établit à 2 401 enfants, contre 2 326 enfants en 2014 (+3,1%).

## **1.2. LE BONI POUR ENFANTS**

Depuis 2008, chaque famille soumise à l'impôt sur le revenu au Luxembourg et bénéficiaire d'allocations familiales, a droit à une nouvelle prestation, appelée "boni pour enfant". Le boni représente une "bonification d'office", en d'autres termes, une attribution automatique sous forme de prestation en espèces de la modération d'impôt pour enfant, déduite jusqu'ici de l'impôt à payer. Il est également attribué aux familles qui n'ont pas pu profiter de la modération d'impôt dans le passé. 198 179 enfants ont bénéficié du boni pour enfants en 2015, contre 195 130 enfants en 2014 (bénéficiaires d'un paiement courant en décembre).

## **1.3. L'ALLOCATION D'ÉDUCATION**

L'allocation d'éducation, introduite au 1<sup>er</sup> janvier 1989, est versée aux personnes élevant un ou plusieurs enfants âgés de moins de deux ans, sous condition qu'elles n'exercent pas d'activité professionnelle ou que les revenus dont le ménage dispose ne dépassent pas les plafonds suivants : 3 fois le salaire social minimum (SSM) s'il élève un enfant, 4 fois le SSM s'il élève deux enfants, et 5 fois le SSM s'il élève trois enfants ou plus. Depuis le 1<sup>er</sup> septembre 1992, elle est prolongée de deux années pour les personnes élevant trois enfants ou plus ainsi que pour celles élevant un enfant handicapé. Depuis le 1<sup>er</sup> juillet 1993, les personnes exerçant une activité professionnelle à temps partiel dont la durée ne dépasse pas la moitié de la durée de travail normale bénéficient d'une demi-allocation.

Le nombre des allocations d'éducation dans la chaîne de liquidation courante (les dossiers liquidés par des paiements uniques ne sont pas considérés) a connu une augmentation considérable suite à son exportation, ordonnée par les juridictions européennes, à partir du 1<sup>er</sup> mars 1999, passant de 8 954 bénéficiaires en 1999 à 9 894 en 2001 pour se stabiliser à 10 291 en 2003. Depuis, le nombre diminue régulièrement, et se chiffre en 2014 à 8 212 personnes. Au 1<sup>er</sup> juin 2015, l'allocation d'éducation est abolie, mais les bénéficiaires au 1<sup>er</sup> juin continuent à en bénéficier. Au 31 décembre 2015, l'allocation d'éducation compte 6 886 personnes, soit une réduction de 1 326 bénéficiaires ou de 19,2% par rapport à 2014.

## **1.4. L'INDEMNITÉ DE CONGÉ PARENTAL**

L'indemnité de congé parental, accordée depuis le 1<sup>er</sup> mars 1999, est modifiée en 2006. Le congé parental d'une durée de 6 mois à temps plein, respectivement de 12 mois à temps partiel est, sous certaines conditions, accordé à toute personne occupée légalement et de façon continue sur un lieu de travail situé sur le territoire du Luxembourg et qui s'adonne principalement à l'éducation d'un enfant de moins de 5 ans pour lequel sont versées des allocations familiales. Le droit à un congé parental existe pour chacun des deux parents et ne peut être cumulé dans le chef d'un des parents.

Le nombre de bénéficiaires de l'indemnité de congé parental est en augmentation depuis sa création au 1<sup>er</sup> janvier 1999. En décembre 2015, cette prestation compte 4 595 bénéficiaires, une augmentation de 8,0% par rapport aux 4 256 bénéficiaires de 2014.

## **1.5. LES ALLOCATIONS DE RENTRÉE SCOLAIRE**

Les allocations de rentrée scolaire existent depuis 1986, et sont liquidées ensemble avec les allocations familiales au mois d'août aux enfants âgées de 6 ans ou plus qui suivent un régime scolaire. Le montant varie en fonction de l'âge de l'enfant.

Le nombre des allocations de rentrée scolaire, payées au mois d'août, s'établit pour 2015 à 123 104 unités, soit une augmentation de 0,7% par rapport à 2014. A noter que, depuis 2003, les dossiers d'étudiants, en train de terminer un cycle d'études (10 000 à 15 000 dossiers), ne sont pas pris en compte dans la liquidation du mois d'août. Les allocations concernant ces dossiers sont traitées au cours des mois suivants et sont payées sous forme d'arrérages. Voilà pourquoi elles ne figurent pas dans les nombres courants renseignés.

## **1.6. LES PRESTATIONS DE NAISSANCE**

Des prestations de naissance sont payées depuis la première base légale en 1947. Elles sont divisées actuellement en 3 tranches, et le versement est soumis à des conditions d'examens médicaux de la mère et de l'enfant. L'évolution du nombre des bénéficiaires d'allocations de naissance a toujours suivi le mouvement des naissances, mais en raison des conditions d'attribution non remplies relatives aux visites médicales, le nombre des naissances a dépassé légèrement le nombre des allocations jusqu'en 2007. A partir de 2007, on peut noter une sensible augmentation du nombre de bénéficiaires de cette prestation suite à son exportation vers l'Allemagne.

En 2015, la caisse a liquidé 6 953 allocations prénatales, 7 008 allocations de naissance proprement dites et 6 506 allocations postnatales. En total, 20 467 prestations de naissance ont été versées en 2015, ce qui constitue une diminution de 1,5% par rapport à 2014. Pour comparaison, 5 846 allocations de naissance proprement dites sont payées à des résidents en 2015, et le STATEC enregistre 6 115 naissances pour la même année.

# 1.7. LES ALLOCATIONS DE MATERNITÉ

Introduites en 1980, les allocations de maternité sont une allocation compensatoire résultant des dépenses supplémentaires auxquelles les femmes enceintes, qui ne bénéficient pas de l'indemnité de maternité, ni d'un autre salaire de remplacement, doivent faire face. De plus cette allocation constitue, selon le législateur, " à la fois une mesure de protection sanitaire et sociale de la femme, une mesure favorisant la natalité et une mesure de promotion professionnelle de toutes les femmes " (doc. parl. 2370). Les allocations de maternité, constituées d'un montant forfaitaire, se divisent en une tranche prénatale pour les 8 semaines avant l'accouchement et une tranche postnatale pour les 8 semaines consécutives à la naissance. En 2014, le nombre des allocations de maternité liquidées diminue légèrement, pour arriver au nombre moyen de 1 276. Au 1<sup>er</sup> juin 2015, les allocations de maternité sont abolies, mais les bénéficiaires au 1<sup>er</sup> juin 2015 continuent à en bénéficier. Les allocations de maternité comptent 554 bénéficiaires en 2015 (moyenne des 2 tranches), soit une réduction de 722 bénéficiaires ou de 56,6% par rapport à 2014.

Le tableau 1 ci-dessous regroupe le nombre de bénéficiaires des différentes prestations de la CNPF et les compare à l'année d'avant. Une augmentation du nombre de bénéficiaires est observée pour toutes les prestations, sauf pour l'allocation d'éducation et les allocations de maternité, qui ont été abolies en 2015, ainsi que pour les prestations de naissance.

**Tableau 1: Evolution du nombre de bénéficiaires (situation au 31 décembre)**

Prestations	2014	2015	Variation 2014/15
Allocations familiales de base	185 880	188 600	1,5%
Majorations d'âge	132 946	134 651	1,3%
Allocations spéciales supplémentaires	2 326	2 401	3,2%
Boni pour enfant	195 130	198 179	1,6%
Allocation d'éducation	8 212	6 886	-16,1%
Indemnité de congé parental	4 256	4 595	8,0%
Allocations de rentrée scolaire <sup>a</sup>	122 291	123 104	0,7%
Prestations de naissance (total)	20 776	20 467	-1,5%
Allocations de maternité (moyenne des 2 tranches)	1 276	554	-56,6%

a. Situation au 31 août pour les allocations de rentrée scolaire.

# 2. LA SITUATION FINANCIÈRE

La situation financière dépend largement du nombre de bénéficiaires des prestations familiales. Etant donné que l'Etat finance la CNPF presque dans son entièreté, la situation financière n'est qu'indirectement influencée par la situation économique du pays par le biais du nombre des travailleurs frontaliers et immigrants.

Après une stagnation des recettes et des dépenses en 2012 et 2013, due aux suites de la loi modifiant le système d'aide financière pour études supérieures, une augmentation de 3,0% est observée en 2014, et de 0,7% en 2015. La suite de ce chapitre analysera en détail l'évolution des différentes prestations, puis l'évolution des recettes et des dépenses, ainsi que les transferts à l'étranger.

**Tableau 2: Evolution des recettes et dépenses globales de la CNPF (en millions EUR)**

Exercice	2011	2012	2013	2014	2015
<b>RECETTES</b>					
Cotisations	278,0	291,4	300,4	324,0	329,6
Participation de l'Etat	694,0	707,1	720,2	755,3	760,9
Autres recettes	0,0	0,1	0,1	0,1	0,1
<b>TOTAL DES RECETTES COURANTES</b>	<b>972,0</b>	<b>998,6</b>	<b>1 020,7</b>	<b>1 079,4</b>	<b>1 090,6</b>
Participation Etat-déficit	127,0	100,0	88,0	62,4	58,7
<b>TOTAL DES RECETTES</b>	<b>1 099,0</b>	<b>1 098,6</b>	<b>1 108,7</b>	<b>1 141,8</b>	<b>1 149,2</b>
<i>Variation annuelle en %</i>	<i>-6,0%</i>	<i>-0,1%</i>	<i>0,9%</i>	<i>3,0%</i>	<i>0,7%</i>
<b>DEPENSES</b>					
<b>Frais d'administration</b>	<b>15,0</b>	<b>16,2</b>	<b>16,6</b>	<b>17,2</b>	<b>17,9</b>
<b>Prestations</b>	<b>1 078,0</b>	<b>1 076,3</b>	<b>1 082,6</b>	<b>1 112,9</b>	<b>1 120,2</b>
dont:					
Allocations familiales <sup>a</sup>	678,0	677,5	680,7	701,0	708,4
Boni pour enfant	211,0	211,1	213,3	219,0	221,6
Allocation d'éducation	71,0	71,0	69,7	70,0	65,3
Indemnité de congé parental	69,0	67,8	69,2	71,3	75,1
Allocations de rentrée scolaire	34,0	33,9	34,5	35,8	36,2
Prestations de naissance	11,0	11,1	11,3	12,0	11,9
Allocations de maternité	4,0	3,8	3,7	3,8	1,7
<b>Autres dépenses <sup>b</sup></b>	<b>6,0</b>	<b>6,1</b>	<b>9,5</b>	<b>11,6</b>	<b>11,1</b>
<b>TOTAL DES DEPENSES COURANTES</b>	<b>1 099,0</b>	<b>1 098,6</b>	<b>1 108,7</b>	<b>1 141,8</b>	<b>1 149,2</b>
<i>Variation annuelle en %</i>	<i>-6,0%</i>	<i>-0,1%</i>	<i>0,9%</i>	<i>3,0%</i>	<i>0,7%</i>
<b>SOLDE</b>	<b>0,0</b>	<b>0,0</b>	<b>0,0</b>	<b>0,0</b>	<b>0,0</b>

a. Comprennent les allocations familiales de base, les majorations d'âge et les allocations spéciales supplémentaires.

b. Décharges, restitutions et extournes de cotisations et frais de gestion du patrimoine.

Les dépenses pour les prestations d'**allocations familiales** (allocations familiales de base, majorations d'âge et allocations spéciales supplémentaires) ont augmenté en 2015 de 7,4 millions EUR pour atteindre 708,4 millions EUR, contre 701,0 millions EUR en 2014. Avec une dépense de 633,7 millions EUR en 2015, les allocations familiales de base présentent 89,5% du total des dépenses pour les allocations familiales. Les majorations d'âge représentent 9,5% du total, avec une dépense de 67,3 millions EUR et les allocations spéciales supplémentaires 1,0% du total avec une dépense de 7,3 millions EUR en 2015.

Les dépenses pour le **boni pour enfant** pour l'année 2015 s'élèvent à 221,6 millions EUR. En 2014, les dépenses s'élevaient à 219,0 millions EUR. En principe, les dépenses pour le boni pour enfants devraient aller de pair avec celles pour les allocations familiales. Cependant, le boni pour enfant était un crédit d'impôt avant de devenir une prestation familiale, et donc, les conditions d'octroi sont légèrement différentes, entre autre en ce qui concerne les naissances : le boni est dû à partir du premier janvier de l'année de naissance, mais le droit aux allocations familiales débute seulement au mois de naissance.



L'**allocation de rentrée scolaire** affiche une légère augmentation en 2015, et la dépense passe de 35,8 millions EUR en 2014 à 36,2 millions EUR en 2015, soit une augmentation réelle de 1,0%.

Le montant total des **prestations de naissance** passe de 12,0 millions EUR en 2014 à 11,9 millions EUR en 2015, soit une baisse de 1,5%. Cette baisse est due au nombre décroissant de bénéficiaires. En détail, les dépenses se composent de celles pour les allocations prénatales, soit 4,0 millions EUR, de celles pour les allocations de naissance proprement dites, soit 4,1 millions EUR, et de celles pour les allocations postnatales, soit 3,8 millions EUR en 2015.

Les dépenses relatives à l'**indemnité de congé parental** affichent une augmentation réelle de 5,4% en 2015, passant ainsi de 71,3 millions EUR en 2014 à 75,1 millions EUR en 2015.

En 2015, l'**allocation d'éducation** et les **allocations de maternité** ont été abolies. Ceci entraîne une diminution importante des dépenses pour ces deux prestations : les dépenses relatives aux allocations de maternité affichent une baisse de 55,0% et passent de 3,8 millions EUR en 2014 à 1,7 millions EUR en 2015. Les dépenses pour l'allocation d'éducation s'élèvent à 65,3 millions EUR en 2015, contre 70,0 millions EUR en 2014, et affichent donc une diminution de 6,7%. A noter que la contradiction apparente entre le nombre de bénéficiaires qui diminue de presque 20% et la dépense qui diminue de 6,7% s'explique par le fait que le nombre de bénéficiaires est calculé seulement pour le mois décembre et ne reflète donc pas la situation de toute une année.

## 2.1. LES RECETTES COURANTES

Les recettes courantes se composent surtout des cotisations et des participations de l'Etat dans les prestations ainsi que dans le déficit. En 2015, les recettes en cotisations, prises en charge par l'Etat, représentent 30,7%, la participation de l'Etat dans le financement des prestations, du déficit de la CNPF et des frais d'administration s'élèvent à 69,3%.

### 2.1.1. Les cotisations

Les modifications successives de la base légale ont fortement influencé le mode de la prise en charge des cotisations.

Comme décrit sous "Le financement des prestations familiales", avec les cotisations que l'Etat verse en tant qu'employeur du secteur public, la quasi-totalité des cotisations servant de base au financement des prestations familiales provient de l'Etat.

Le montant total des cotisations atteint 329,6 millions EUR en 2015, contre 324,0 millions EUR en 2014, soit une augmentation de 1,7%. En détail, 74,8 millions EUR sont des cotisations à charge de l'Etat en tant qu'employeur, et 254,8 millions EUR des cotisations prises en charge par l'Etat.

### 2.1.2. La participation de l'Etat

La participation brute de l'Etat dans le financement des prestations de la CNPF, constituée par la prise en charge des cotisations, atteint 329,6 millions EUR en 2015. En outre, la prise en charge se compose des allocations de rentrée scolaire (36,4 millions EUR en 2015), des allocations d'éducation (65,6 millions EUR en 2015), des prestations de naissance et de maternité (respectivement 11,9 et 1,7 millions EUR en 2015), du boni pour enfant (222,7 millions EUR en 2015) et des frais d'administration de l'organisme (17,9 millions EUR en 2015).

Les ressources nécessaires au paiement des indemnités de congé parental sont constituées par une participation à charge du Fonds pour l'emploi complétée par une participation à charge du budget de l'Etat. En 2015, le Fonds pour l'emploi prend en charge 9,8 millions EUR contre 10,3 millions EUR en 2014. Le solde, à savoir 65,4 millions EUR en 2015, contre 61,0 millions EUR en 2014, reste à charge de l'Etat.

Depuis 1996, l'Etat s'est engagé à prendre en charge l'excédent des dépenses courantes sur les recettes courantes, tel qu'il est arrêté annuellement au compte d'exploitation de la CNPF. Pour 2015, l'Etat a dû ainsi éponger un déficit de 58,7 millions EUR, contre 62,4 millions EUR en 2014.

**Tableau 3: Evolution de la participation de l'Etat dans le financement des prestations familiales (en millions EUR)**

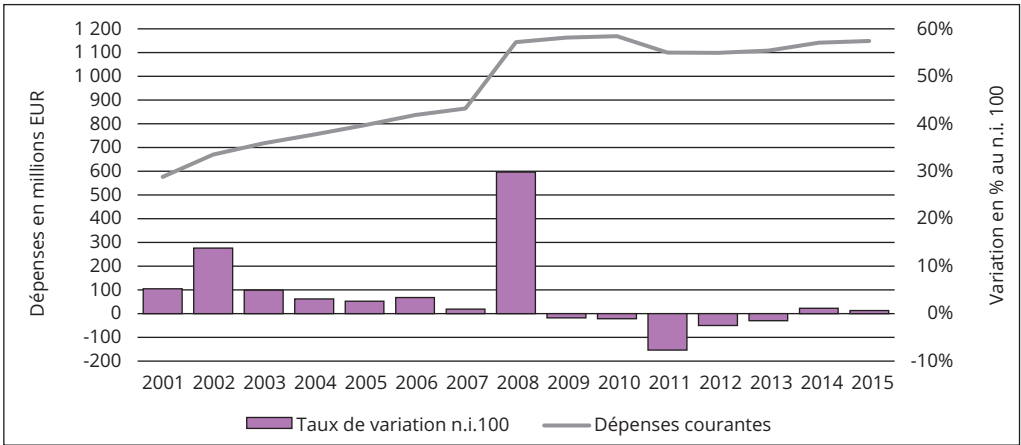
	2011	2012	2013	2014	2015
Au niveau des prestations:					
Participation brute dans le financement des prestations d'allocations familiales	278,2	291,4	300,4	324,0	329,6
- décharges sur cotisations irrécouvrables	-0,1	-0,1	0,0	-	-
- extournes de cotisations indues	-0,6	-0,1	0,0	0,0	0,0
- restitution de cotisations	-	-	-	-	-
Participation nette	277,5	291,2	300,4	324,0	329,6
Prise en charge des:					
Allocations de rentrée scolaire	34,5	34,0	34,6	36,2	36,4
Allocation d'éducation	71,5	71,2	70,0	70,3	65,6
Allocations de naissance	10,7	11,1	11,3	12,0	11,9
Allocations de maternité	3,7	3,8	3,7	3,9	1,7
Indemnité de congé parental	69,1	67,9	69,3	71,3	75,2
Participation Etat	57,1	56,4	58,6	61,0	65,4
Participation Fonds pour l'emploi	12,0	11,5	10,7	10,3	9,8
Boni pour enfant	210,8	211,6	214,2	220,4	222,7
Participation Etat - déficit	126,9	100,0	88,0	62,4	58,7
Frais d'administration	15,4	16,2	16,6	17,2	17,9
<b>Total (I)</b>	<b>820,1</b>	<b>806,9</b>	<b>808,2</b>	<b>817,7</b>	<b>819,6</b>
Au niveau des cotisations:					
<b>Cotisations à charge de l'Etat (II)</b>	<b>215,4</b>	<b>225,8</b>	<b>231,7</b>	<b>250,8</b>	<b>254,8</b>
<b>Participation nette de l'Etat (I+II)</b>	<b>1 035,6</b>	<b>1 032,7</b>	<b>1 039,9</b>	<b>1 068,5</b>	<b>1 074,3</b>
Recettes courantes de la caisse	1 099,3	1 098,6	1 108,7	1 141,8	1 149,2
Participation nette en % des recettes courantes	94,2%	94,0%	93,8%	93,6%	93,5%
Au niveau de la réserve:					
Participation Etat - déficit	-	-	-	-	-
<b>Total (III)</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>
<b>Participation totale de l'Etat (I+II+III)</b>	<b>1 035,6</b>	<b>1 032,7</b>	<b>1 039,9</b>	<b>1 068,5</b>	<b>1 074,3</b>

## 2.2. LES DÉPENSES COURANTES

L'analyse de l'évolution des dépenses montre que pour les années qui ont vu l'application de modifications législatives, les taux de variation des dépenses exprimés au nombre indice 100 de l'échelle mobile des salaires ont été plus forts.

L'évolution des dépenses courantes dépend exclusivement de l'évolution des prestations et varie en fonction de l'évolution du niveau de ces prestations et du nombre de bénéficiaires. La comparaison des dépenses courantes avec le produit intérieur brut (PIB) permet d'évaluer le poids des prestations familiales dans l'économie nationale. Entre 1965 et 2003, les dépenses courantes représentent entre 1,4% et 3,1% du PIB. Entre 2003 et 2013, elles varient entre 2,4% et 3,1% du PIB. En 2015, les dépenses pour prestations familiales atteignent 2,2% du PIB<sup>1</sup>.

**Graphique 2: Evolution des dépenses courantes**



L'augmentation en 2002 est due au relèvement des montants de base des allocations familiales normales. En 2008, on peut noter une augmentation substantielle des dépenses de l'ordre de 25%. Cette augmentation s'explique par l'introduction du boni pour enfant à partir de janvier 2008, qui représente 20% du total des dépenses en prestations. La baisse observée en 2011 résulte de l'introduction de la loi du 26 juillet 2010 qui diminue fortement le nombre de bénéficiaires d'allocations familiales âgés de 18 ans et plus, et partant, la dépense pour celles-ci.

En 2015, les dépenses courantes s'élèvent à 1 149,2 millions EUR, contre 1 141,8 millions EUR en 2014. Les prestations représentent presque la totalité des dépenses totales de la CNPF (98,4% en 2015). Ainsi, en 2015, le montant total des prestations payées par la CNPF atteint 1 120,2 millions EUR contre 1 112,9 millions EUR pour l'année précédente (+0,7 %).

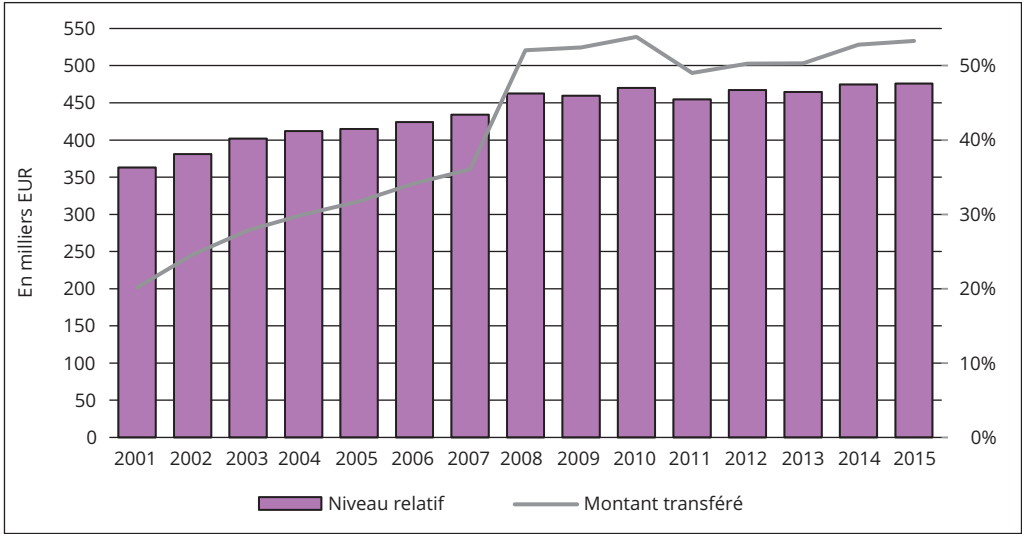
Les frais d'administration ne représentant que 1,6% du total des dépenses en 2015 et affichent 17,9 millions EUR, par rapport à 17,2 millions EUR en 2014. Les frais de personnel représentent 60,0% du montant total des frais d'administration.

1. Source: STATEC, conjoncture flash juillet 2015.

### 2.3. LES PRESTATIONS TRANSFÉRÉES À L'ÉTRANGER

Toutes les prestations familiales sont exportables à l'étranger sous certaines conditions. Le montant total des prestations transférées à l'étranger (allocations familiales, boni pour enfant, allocation d'éducation, indemnité de congé parental, allocations de rentrée scolaire, allocations de naissance et allocations de maternité) se chiffre en 2015 à 533,0 millions EUR (contre 528,1 millions EUR en 2014), représentant 47,6% de la dépense totale (47,4% en 2014).

Graphique 3: Evolution des prestations familiales transférées à l'étranger



Les transferts à l'étranger dépendent fortement de la conjoncture économique: les périodes de forte croissance des transferts à l'étranger correspondent en effet aux périodes avec un embauchage important de main-d'œuvre étrangère, ce qui entraîne une prise en charge des enfants des nouveaux bénéficiaires résidant à l'étranger. Jusqu'en 1998 par ailleurs, uniquement les prestations familiales de base, ainsi que l'allocation de rentrée scolaire, étaient transférées à l'étranger. L'instauration d'un congé parental au 1<sup>er</sup> janvier 1999, qui, dès le début, a été exporté, et l'exportation de l'allocation d'éducation à partir de cette date, ont provoqué des taux d'accroissement importants des montants virés à l'étranger. En 2008, l'introduction du boni pour enfants a encore une fois augmenté le niveau des montants transférés. De plus, à partir de 2008, les allocations de naissance et les allocations de maternité sont exportées sous certaines conditions très restreintes. A partir de 2011, on voit les effets de la loi du 26 juillet 2010 qui modifie le système d'aide financière pour études supérieures et apporte des changements importants en ce qui concerne le boni pour enfants, les allocations familiales et l'allocation de rentrée scolaire pour les bénéficiaires âgés de 18 ans et plus.

**Tableau 4: Détail des prestations familiales transférées à l'étranger (montants en millions EUR)**

Prestation	Nombre de bénéficiaires à l'étranger		Montants payés à l'étranger	
Allocations familiales <sup>a</sup>	71 800	38,1%	340,0	48,0%
Boni pour enfants	77 210	39,0%	107,4	48,5%
Allocation d'éducation	2 709	39,3%	34,5	52,9%
Indemnité de congé parental	1 836	40,0%	31,6	42,1%
Allocation de rentrée scolaire <sup>b</sup>	47 889	38,9%	17,5	48,5%
Prestations de naissance (total)	3 494	17,1%	2,0	17,1%
Allocations de maternité <sup>c</sup>	10	0,9%	0,0	1,0%

a. Nombre d'enfants des allocations familiales de base, montant des allocations familiales de base, majorations d'âge et allocations spéciales supplémentaires.

b. Situation au 31 août.

c. Moyenne des tranches pour le nombre de bénéficiaires, montants totaux.

En 2015, les allocations familiales (de base, majorations d'âge, et allocations spéciales supplémentaires) transférées à l'étranger ont atteint 340,0 millions EUR ou 48,0% du montant total des allocations familiales. En ce qui concerne le boni pour enfant, un montant de 107,4 millions EUR est payé à l'étranger, soit 48,5% du montant total du boni pour enfants.

L'allocation d'éducation est la seule prestation pour laquelle plus que la moitié des montants sont transférés à l'étranger (52,9% en 2015). Une raison pour ce phénomène consiste dans les conditions de revenus (voir 1.3.) applicables pour cette prestation.

Les prestations de naissance et les allocations de maternité ne connaissent, par contre, beaucoup moins de succès à l'étranger. Pour les prestations de naissance, ceci est dû en partie à l'imposition stricte des examens médicaux à suivre, où les pays voisins appliquent souvent d'autres règles. Pour l'allocation de maternité, la mère doit avoir son domicile légal au Luxembourg ou être affiliée au titre d'une activité professionnelle au Luxembourg (sans avoir droit à l'indemnité de maternité). Ces conditions font que seulement peu de mères résidentes à l'étranger sont éligibles pour cette allocation.

